



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU NORD

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Réf. D.A.G.E./3 - EC

**Arrêté préfectoral imposant à la Société
SUPERMARCHES MATCH des prescriptions
complémentaires pour le site de son établissement
précédemment exploité à LA MADELEINE**

Le Préfet de la Région Nord - Pas-de-Calais
Préfet du Nord,
officier dans l'ordre national de la légion d'honneur
commandeur dans l'ordre national du mérite

VU les dispositions du code de l'environnement annexées à l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000 ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, notamment son article 18 ;

VU les décrets n° 93-742 et n° 93-743 du 29 mars 1993 ;

VU la nomenclature des installations classées résultant du décret du 20 mai 1953 modifié ;

VU le mémoire de cessation d'activité et l'étude de sol phase « A » produits le 20 avril 2004 par la Société SUPERMARCHES MATCH pour le site qu'elle exploitait précédemment à LA MADELEINE, 250, rue du Général de Gaulle ;

VU le rapport, en date du 16 février 2006, de Monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, concluant à la nécessité d'imposer à la Société SUPERMARCHES MATCH, par voie d'un arrêté préfectoral complémentaire la réalisation d'études de sol complémentaires et d'une évaluation simplifiée des risques ;

VU l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène du Nord lors de sa séance du 18 avril 2006 ;

SUR la proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRETE

ARTICLE 1 - OBJET

La société SUPERMARCHES MATCH, dénommée ci-après l'Exploitant, dont le siège social est situé 250, rue du Général de Gaulle à LA MADELEINE (59110) est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté en ce qui concerne le site que celle-ci a exploité à la même adresse, exceptées les parcelles n°999, 1000, 1001 et 1002 de la ville de Marcq-en-Baroeul, et n°804, 805 et 806 de la ville de La Madeleine.

ARTICLE 2 - ETUDES DE SOL COMPLEMENTAIRES – PHASE B INVESTIGATIONS DE TERRAIN

Dans le prolongement de l'étude de sol phase A – phase documentaire référence 1180479 – VERITAS du 15 mars 2004 réalisée par l'Exploitant, des investigations de terrain complémentaires seront entreprises.

Ces investigations complémentaires seront notamment localisées sur les zones suivantes :

- * dépotage de fioul lourd ;
- * cuve bi-compartmentée fioul lourd + fioul domestique (après démantèlement des installations permettant d'effectuer un sondage) ;
- * l'ancienne zone de distribution de carburant ;
- * groupe électrogène et cuve associée ;
- * local d'huiles hydrauliques ;
- * chaufferie.

Les paramètres à rechercher sur ces zones devront obligatoirement comprendre au moins les éléments suivants :

- * HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques) ;
- * hydrocarbures totaux ;
- * benzène ;
- * toluène ;
- * éthylbenzène ;
- * xylènes.

Ces paramètres seront analysés suivant les normes en vigueur.

ARTICLE 3 – EVALUATION SIMPLIFIEE DES RISQUES

L'Exploitant fera réaliser, en complément du diagnostic visé à l'article 2 ci-dessus, une Evaluation Simplifiée des Risques qui sera examinée conformément au Guide National de Gestion des Sites (potentiellement) pollués du Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable.

ARTICLE 4 – DELAIS

Le respect des prescriptions ci-dessus devra respecter l'échéancier suivant :

- * cahier des charges et proposition du tiers-expert : **2 mois** ;
- * bon de commande de l'étude : **3 mois** ;
- * communication du rapport et de l'Evaluation Simplifiée des Risques à l'Inspection des Installations Classées : **9 mois**.

Les délais indiqués courent à compter de la notification du présent arrêté préfectoral.

ARTICLE 5

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de LILLE. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant, de quatre ans pour les tiers. Ce délai commence à courir du jour de sa notification.

ARTICLE 6

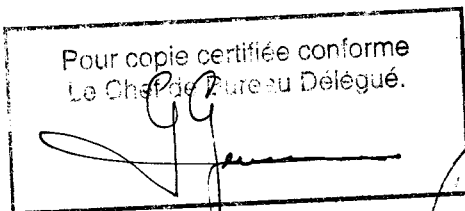
Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie conforme sera adressée à :

- Monsieur le Maire de LA MADELEINE,
- Monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement,

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de LA MADELEINE et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.
- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

FAIT à LILLE, le 28 JUIN 2006



Le préfet,

